

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SENERVAL PTM

3 route du Rohrschollen
67100 Strasbourg

Références : 0597/MS/AG
Code AIOT : 0006700597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SENERVAL PTM, implanté 30 route du Rheinfeld 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SENERVAL PTM
- 30 route du Rheinfeld 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plateforme de maturation des mâchefers est voisine de l'usine d'incinération. Elle compte un broyeur d'encombrants ménagers dont le produit est incinéré.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	teneur en COT des mâchefers	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	quantités de déchets présentes	Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 11.3	Demande d'action corrective	15 jours
5	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 9.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
4	confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Destinataire des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 5.1.4	Sans objet
6	divers UIOM	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.2.4 i	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue à la plateforme des mâchefers et au site de traitement des encombrants, à son extrémité. Elle est rapidement passée aux laveurs de l'UIOM voisine.

Il est attendu que l'exploitant :

- précise les normes utilisées pour la détermination du COT dans les mâchefers ;
- rende compte des destinations finales des derniers lots valorisés et éliminés ;
- améliore le contrôle à l'entrée des bennes et rappelle les consigne de tri à ses clients professionnels ;
- rende compte du retour à la normale, en ce qui concerne la capacité libre du bassin de la plateforme des mâchefers.

Des questions sur la gestion de l'effet mémoire potentiel des laveurs de gaz de l'UIOM sont posées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : teneur en COT des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.4
Thèmes : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 12/01/2021 (applicable depuis le 03/12/2023). Annexe 2 point 2.2.4 " La surveillance des teneurs en substances imbrûlées des scories et des mâchefers de l'unité d'incinération, est opérée à la fréquence indiquée dans les arrêtés ministériels susvisés du 20/09/2002 et du 23/05/2016. Si la surveillance porte sur le COT, les méthodes d'essais doivent suivre les normes : EN 14899 ou EN 15936. Le carbone élémentaire (déterminé, par exemple, selon la norme DIN 19539) peut être soustrait du résultat de la mesure. " Annexe 3 point 3.4 " Les unités d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des scories et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec. (...). " Arrêté Ministériel du 20/09/2002 art. 9 I. a) a) Qualité des résidus

<p>Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec. La perte au feu doit toutefois être limitée à 3 % pour les installations qui traitent des déchets d'activités de soins à risques infectieux.</p> <p>Art. 26. La teneur en carbone organique total ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins une fois par mois et un plan de suivi de ce paramètre est défini.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats présentés en visite ne montrent pas de dépassement de la valeur-limite définie pour le COT.</p> <p>L'exploitant justifiera de ce que ses méthodes d'essais suivent bien les normes prescrites. Il n'a pu le démontrer lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délai : 15 jours</p>

N° 2 : quantités de déchets présentes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 1.1.3</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.1.3 – Quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur le site</p> <p>Les quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mâchefers : 100 000 t (de l'ordre de 67 000 m³) • Encombrants ménagers et broyés : 250 t (environ 1 000 m³)
<p>Constats :</p> <p>Les encombrants sont broyés à leur arrivée. Il n'en a pas été observé de stock.</p> <p>La quantité déclarée présente est de neuf andains mensuels de 3 500 à 4 000 t chacun, soit de l'ordre de 36 000 t.</p> <p>La visite des lieux a montré la présence, dans les tas, d'éléments métalliques de grande taille. C'est surprenant au regard du risque, pourtant connu de l'exploitant, de dommages aux réfractaires et grilles de fours que représentent ces objets. Or, ces dommages peuvent avoir des conséquences en termes d'émissions atmosphériques car ils perturbent le fonctionnement de l'usine et entraînent des phases supplémentaires d'arrêt et de redémarrage.</p> <p>Des explications recueillies, ces objets proviendraient plutôt des arrivages de déchets d'activités économiques.</p> <p>Une vigilance renforcée sur cette problématique est attendue. Les déchets de métaux sont à trier en amont par les producteurs. Il n'y a pas lieu d'accepter à l'incinération des bennes mal triées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délai : 15 jours</p>

N° 3 : destinataire des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 5.1.4
Thèmes : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement L'exploitant remet les déchets qu'il produit à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
Constats : L'exploitant a rendu compte de l'orientation des mâchefers vers un centre de transit autorisé. L'inspection demande qu'il lui soit rendu compte de la destination précise des derniers lots valorisés et éliminés.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 7.3.1
Thèmes : Risques accidentels, eaux superficielles
Prescription contrôlée : Article 7.3.1 – Confinement Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, est confiné afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le bassin de confinement de la plateforme a une capacité totale de 2 700 m ³ . En fonctionnement normal, ce bassin est géré pour ne contenir que 1 700 m ³ d'effluents. Ainsi, l'exploitant garantit un volume disponible de 1 000 m ³ pour la gestion des situations dégradées le cas échéant. L'unité de broyage dispose de son propre bassin de confinement de 150 m ³ . Pour ce bassin, l'exploitant peut justifier, à tout moment, de la disponibilité de ce volume de confinement.
Constats : Pour la plateforme des mâchefers, le niveau de remplissage du bassin est suivi en salle de contrôle. Il ne doit pas dépasser 1,5 m. L'affichage en salle était de 1,88 m. L'exploitant a expliqué que la vidange corrective automatique n'a pas eu lieu du fait de travaux en cours. Il rendra compte du retour à la normale ainsi que du caractère suffisant du volume laissé disponible par l'application de la consigne à 1,5 m.

Un dispositif de fermeture manuelle existe, par actionnement d'une vanne. Il doit être mieux signalé.
Le bassin de confinement et le dispositif d'obturation rapide de la zone de traitement des encombrants ont été vus.
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 15 jours

N° 5 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2020, article 9.3.3
Thèmes : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 9.3.3 - Surveillance des eaux souterraines L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe. Il est constitué : <ul style="list-style-type: none"> • en amont, des piézomètres est et ouest de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Strasbourg, • à l'aval, de 2 piézomètres (aval ouest et aval est), implantés conformément à l'étude de vulnérabilité jointe au dossier de demande d'autorisation et du troisième piézomètre (PZ3) implanté en 2019. (tableau des paramètres et fréquences d'analyse)
Constats : Il est rendu compte des résultats, mais sans commentaires (teneurs anormalement élevées, différences amont/aval etc ...) <p>Ce commentaire est à produire en application de l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 15 jours

N° 6 : divers UIOM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.2.4 i
Thèmes : Risques chroniques, air (dioxines)
Prescription contrôlée : 5.2.4 i Les PCDD/PCDF et les PCB sont adsorbés par un adsorbant carboné ajouté au laveur, soit dans la liqueur de lavage, soit sous la forme de garnissage imprégné. La technique est utilisée pour éliminer les PCDD/PCDF en général, ainsi que pour éviter ou limiter la réémission des PCDD/PCDF qui se sont accumulés dans le laveur (effet mémoire) , notamment pendant les périodes de mise à l'arrêt et de démarrage.
Constats : L'inspection est rapidement passée aux laveurs de gaz de l'UIOM où du charbon actif est utilisé depuis le 6 décembre 2023.

Ces équipements, une tour de lavage acide et une tour de lavage basique par ligne, sont déclarés être en matière plastique recouverte de résine à l'intérieur. Des réfections périodiques du revêtement interne sont réalisées. Ce revêtement n'est pas totalement refait, seules les lacunes sont comblées.

L'inspection demande que la question de l'effet mémoire soit étudiée. Existe-t-il avec la résine ?
L'application d'une nouvelle couche complète lors des réfections pourrait-elle le diminuer ?

Type de suites proposées : Sans suites